

## Ajournement

montré généreux pour ces pêcheurs qui n'ont certainement commis aucune infraction. Leur gagne-pain leur a été enlevé pour des raisons justifiables ou non, et ils ont certainement mérité une compensation. J'espère que le ministre communiquera les observations que je lui fais ce soir à ceux qui sont chargés d'obtenir les fonds nécessaires pour effectuer le paiement final.

**L'hon. Jack Davis (ministre des Pêches):** Tous les pêcheurs qui ont reçu des indemnités en 1972 doivent avoir reçu maintenant leurs chèques pour 1973. Un certain nombre d'entre eux recevront des paiements supplémentaires qui augmenteront la somme totale au titre de cette année, de même que pour les trois années restantes. Ils seront également indemnisés pour tout manque à gagner en 1972.

En outre, M. Neil Lewis a interviewé 79 pêcheurs de saumon pendant qu'il se trouvait dans les Maritimes. Ils recevront une indemnité et, pour certains d'entre eux, ce sera la première fois. Ils seront payés pour 1972 et ils recevront des indemnités pour la période de cinq ans restante.

En tout, cette mesure a touché 1,000 pêcheurs au saumon de la côte atlantique, de Terre-Neuve, plus précisément de la région de Port-aux-Basques, et de Restigouche, Miramichi, Saint-Jean et des grandes rivières à saumon du Nouveau-Brunswick. Plusieurs centaines de pêcheurs du Québec ont également été touchés. Tous avaient le choix, soit de vendre et de quitter la pêche moyennant une somme globale ou de rester pêcheurs et de recevoir l'équivalent de leur revenu annuel des dernières années, au lieu de pêcher.

C'est un programme unique en son genre. Nous espérons que les saumons redeviendront aussi nombreux qu'avant d'ici trois ou quatre ans. Tout permettait de l'espérer, l'année dernière et cette année encore. Les saumons réapparaissent en amont des rivières où on n'en avait pas vu depuis dix ans ou plus. Donc, à la fin des années 70, nous espérons que la pêche au saumon pourra se faire de nouveau sur une bien plus grande échelle. L'autre solution consistait à établir progressivement des contingents, à réduire les prises et par conséquent à réduire le revenu des pêcheurs au niveau d'une maigre subsistance. Nous avons préféré indemniser les pêcheurs pour leur manque à gagner en attendant que les saumons reviennent peupler nos eaux.

LES AFFAIRES URBAINES—LES TERRAINS MILITAIRES DE  
JERICHO À VANCOUVER—DEMANDE DE CESSION À LA  
VILLE

**Mme Grace MacInnis (Vancouver Kingsway):** Monsieur l'Orateur, depuis des années, les gens de Vancouver essaient de créer une série de parcs et de plages le long du littoral ouest connue sous le nom de Marine Drive. Nous voulons et nous avons besoin de ces belles et saines installations de loisirs non seulement pour nous-mêmes mais aussi pour les milliers de visiteurs nationaux et étrangers qui toujours plus nombreux chaque année se dirigent vers nos villes de la côte Ouest.

Hier soir, le député de Vancouver-Sud (M. Fraser) nous a dit comment durant la Seconde Guerre mondiale le ministère de la Défense nationale avait loué 172 acres de terre utilisées par la ville de Vancouver à des fins récréatives. Après la guerre, le ministère a acheté les terrains à très bon prix.

[M. Bell.]

Quelques années plus tard, le gouvernement a promis de remettre les terrains à Vancouver et en 1969, il en a restitué quelques-uns à la ville. Mais la Défense nationale est toujours propriétaire de 38 acres de terrains, les terrains Jericho, qui sont essentiels pour assurer l'aménagement harmonieux de parcs littoraux à Vancouver. Pour une raison quelconque, le ministère de la Défense ne le permet pas. Il prétend que leur valeur doit couvrir les frais de déplacement des installations de la défense.

Le député de Vancouver-Sud a souligné que ces terrains appartenaient aux citoyens canadiens et qu'ils devaient être utilisés pour leur plus grand bien. Des négociations ont eu lieu entre le ministère de la Défense nationale et la ville de Vancouver, d'interminables négociations qui ne semblent pas donner des résultats concrets.

Les habitants de Vancouver s'impatientent et s'inquiètent et ils ne sont pas les seuls. En juin, l'association consultative des parcs de littoral qui groupe 20 municipalités avoisinant Vancouver, a demandé au gouvernement de restituer à Vancouver pour une somme nominale les 38 acres de Jericho. Elle a rappelé qu'Ottawa était disposé à verser 33 millions de dollars pour l'aménagement d'un parc littoral à Toronto. Aucun habitant de Vancouver ou de la Colombie-Britannique ne peut manquer de voir que le gouvernement favorise à cet égard la ville de Toronto.

Malgré les efforts d'un grand nombre d'organisations et de particuliers, y compris le député de Vancouver-Sud et le député de Vancouver-Quadra (M. Clarke), le ministère de la Défense nationale ne cède pas. Il y a quelques jours, j'ai demandé au ministre s'il voulait louer les terres de Jericho à la ville de Vancouver pour 99 ans, pour la somme de \$1. Sa réponse a été évasive et il a été aussi évasif quand je lui ai demandé si, avant l'ajournement de la Chambre, il ferait une déclaration sur l'état des négociations avec Vancouver.

J'ai dit que les citoyens de Vancouver commençaient à s'inquiéter de ce qui se passait et c'est également mon cas. Je dirai que le gouvernement fédéral aura beau être généreux et donner tous les terrains qu'il voudra à la ville de Vancouver, cela ne fera pas disparaître cette inquiétude.

Le 7 juillet, dans un article du *Sun* de Vancouver, on rapportait que le ministre d'État chargé des Affaires urbaines (M. Basford) avait dit qu'Ottawa était disposé à discuter de la possibilité de construire un complexe fédéral-provincial d'habitations sur les 38 acres du terrain de Jericho. Le maire Art Phillips a répondu tout de suite que la ville voulait les 38 acres pour un parc et non pour des logements.

Je suis tout à fait certain que le ministre chargé des Affaires urbaines sait parfaitement que la ville veut un parc à cet endroit. Pourquoi accorde-t-il alors son appui au refus permanent d'Ottawa de rendre le terrain à Vancouver pour y aménager un parc? Pourquoi la ville de Toronto reçoit-elle de l'aide et pas Vancouver? Les habitants de Vancouver en ont assez de ces discussions interminables et oiseuses après lesquelles on leur imposera peut-être une solution qui ne profitera qu'à un petit nombre de personnes et ils perdront un parc qui procurerait une satisfaction durable à des milliers de gens. Les habitants de Vancouver veulent les terrains militaires de Jericho pour un parc; ne nous y méprenons pas. Ils veulent que se terminent les discussions incessantes avec la ville de Vancouver et que l'on en arrive à une entente avec le gouvernement fédéral.

● (2210)

Il incombe au gouvernement fédéral de dire le genre de marché qu'il acceptera avec la ville de Vancouver et il